

Signalétique (*) N°4 Septembre 2025

Éditorial par Vincent Glenn

Après le vote de méfiance (une fiction librement inspirée de faits réels)

Dans un moment où la situation nationale et mondiale est chargée de toutes les incertitudes, je vous propose un petit exercice d'anticipation politique en consultant la boule de cristal, autrement dit en ouvrant les vannes de l'imaginaire. Sans trop aller jusqu'à la dimension planétaire et ses milliards de personnes, je vous propose une approche à notre échelle française de quelque 66 millions d'habitants et de son futur à court-moyen terme : en partant du *vote de méfiance* et de la démission de François Bayrou, tenter de répondre à la question : que pourrait-il bien se passer ces prochains temps, par exemple entre maintenant et le printemps 2026 ?

- 1er scénario : aussitôt après le départ de François Bayrou, le président Macron nomme un autre membre du gouvernement actuel qui tente le tout pour le tout afin de faire voter un budget qui continue d'être prioritairement destiné à « tailler dans la dépense publique et réduire le poids de la dette ». L'argument d'une attitude raisonnable et responsable imposant les sacrifices indispensables pour diriger l'État de façon économe est martelé partout dans les médias. Darmanin-Retailleau composent le binôme inflexible dont la fonction est de montrer que l'ordre, c'est l'ordre et que cet ordre est désiré par une majorité de Français.e.s. La politique néolibérale se poursuit sans changer quoi que ce soit au culte du PIB et à la brutalité exercée sur les plus précaires. Le tout avec une ligne de conduite fermement incarnée par les gouvernements successifs des deux quinquennats Macron : faibles avec les forts, forts avec les faibles. Les lobbys réussissent dans la foulée à mettre à l'ordre du jour de nouvelles législations favorables aux multinationales. Les universités, et bientôt les prisons et l'audiovisuel public entrent dans le giron des privatisations envisagées afin « d'alléger la dépense publique ». Un ordre trumpien se met en place dans lequel une seule chose est vraiment certaine: il ne fait pas bon être pauvre.

- 2ème scénario : le président annonce qu'après l'échec de ses deux propositions successives de premier ministre et tout bien réfléchi, "après avoir beaucoup consulté", il décide qu'il est important de laisser sa chance à la candidate désignée par le NFP, Lucie Castet. Il a surtout en tête que ce sera un échec - "il vont bien voir ce que c'est que diriger un pays" - mais le grand désordre annoncé à l'occasion de la constitution du gouvernement n'est pas au rendez-vous et le choix des nouveaux ministres s'effectue avec rapidité. Les premières mesures proposées au parlement sont habilement choisies parmi celles qui font des majorités évidentes : vote d'un budget privilégiant le fait d'aller chercher de nouvelles recettes plutôt que tailler dans les budgets publics; abrogation de la loi sur les retraites; politique radicale de revitalisation des services publics; réflexion nationale engagée sur une politique d'investissement public et une industrie relancée en fonction des intérêts vitaux du pays. Quand le printemps arrive, un budget est voté mais surtout, la musique gouvernementale a changé. Sur fond de controverses et de pressions financières incessantes, de nouveaux faits divers scabreux, de campagnes de presse réclamant la "fin du laxisme", le gouvernement est attaqué de toutes parts mais gagne progressivement des galons de crédibilité et finit par être régulièrement soutenu par le pôle souverainiste. Le pari est annoncé dès le départ par la cheffe du gouvernement: "il ne s'agira pas de tout modifier en trois jours, ni de faire baisser la délinquance ou les pollutions en quelques semaines. Notre rôle est de mettre en avant d'autres priorités humaines, écologiques et donc

économiques. Le Canard enchaîné titre : « pas de promesse du grand soir, commençons par apprécier les petits matins ».

- 3ème scénario: le président nomme un socialiste Premier ministre avec le souhait quasi explicite de gagner du temps et de diviser un peu plus la gauche. De la sorte, il joue son va-tout pour renforcer le « bloc central », ce cercle de la raison au centre duquel le business continue comme avant en faveur des plus fortunés. Sur fond d'une crise de confiance institutionnelle sans précédent, François Hollande revient au premier plan avec ses collègues Rebsamen et Cazeneuve. Il appelle solennellement à une concorde le temps de préparer « dans l'apaisement », des élections nationales en alertant solennellement des risques que font encourir les « extrêmes ». Claude Malhuret est désigné ministre des affaires étrangères et Raphaël Glucksmann est nommé au ministère de l'industrie, des finances et des armées avec un projet résumable par un slogan : "l'avenir sera européen, écologique, militaire et social ou ne sera pas". Le couvercle reste hermétiquement fermé et personne ne songe sérieusement à éteindre le feu sous la casserole économique. The show must go on. Bientôt il y aura Noël puis Cannes, Roland Garros, l'Eurovision, de nouveaux championnats, de nouvelles coupes d'Europe, des séries à gogo. C'est le choix d'une "modération-diversion" qui commence certes à sentir le roussi sur le plan social et climatique, mais le pari porte sur le fait que les gens finiront bien par reprendre le travail et se rallier à la real-économie dictée par le CAC 40 et le bloc central.

- 4ème scénario: Le président provoque la dissolution de l'Assemblée nationale. Le RN en sort renforcé. Les écolos-sociaux ont des propositions qui recueillent un solide soutien au sein du pays, mais elles restent minoritaires, le président réaffirmant que la somme des voix penche en faveur d'une politique à droite de la droite. Des ministres du Rassemblement national entrent au gouvernement avec les amis d'Eric Ciotti et les derniers rescapés du macronisme. La colère populaire devient rage, la violence monte d'un cran dans la société, beaucoup se radicalisent, les quartiers sensibles deviennent des quartiers sous haute surveillance, et forment de véritables camps retranchés. L'armée est déployée, la répression augmente, le contrôle social et la violence aussi.

- 5ème scénario: après plusieurs semaines d'hésitation et sous une pression populaire sans précédent, le président démissionne et provoque une élection présidentielle anticipée dès le début du mois de février 2026. Jean-Luc Mélenchon est candidat et d'autres candidatures de gauche en profitent pour manifester qu'elles ne sont pas moins légitimes à participer aux élections et manifester qu'elles existent. Les pro et anti-LFI se déchirent. Soutenus par une grande partie de la presse et de la droite, Raphaël Glucksmann, rejoint par Yannick Jadot et une partie des socialistes poursuivent leur diabolisation des Insoumis ralliant un certain nombre de figures macronistes qui plaident « la raison sociale contre l'hystérisation idéologique des extrêmes ». Le résultat est qu'aucun candidat de gauche n'arrive au second tour. La finale aura-t-elle lieu entre Édouard Philippe (ou Gabriel Attal?) face à Bardella (ou Le Pen) ?

- 6ème scénario: Le président Macron s'habille en chef de guerre, maximise le danger russe et celui du Sud global qui effectue explicitement des démonstrations de force contre la domination euro-américaine. Il s'engage avec le reste de l'Europe dans une surenchère militaire que l'on croyait réservée aux films catastrophes. Les marchands d'armes se régalent à l'abri de leurs bunkers, les États-Unis s'apprêtent à recueillir les dividendes de la guerre comme ils l'ont fait à l'occasion des conflits du XXème siècle. Les élections sont suspendues en France jusqu'à nouvel ordre. Des appels patriotiques fleurissent un peu partout et les hôpitaux sont mobilisés pour se préparer à accueillir les blessés. Le mouvement Foutu pour Foutu crée des manifestations partout selon un seul principe : quitte à être sur le Titanic, autant rester près de l'orchestre et continuer à danser au bord du précipice le plus tard possible.

- 7ème scénario: Le président Macron annonce que des élections nationales auront lieu 8 mois après la démission de Bayrou : à la télévision, il annonce la nomination d'un gouvernement provisoire. Devant 20 millions de personnes, il précise que "ce sera après les municipales car il faut que le pays continue de dialoguer et de débattre. La France doit tenir compte de toutes ses composantes politiques. J'y veillerai" explique-t-il, martial. Les unitaires écolo-sociaux autour de Lucie Castet déterminent un candidat commun pour la présidentielle. Tout le monde pense à Ruffin. C'est finalement... Dominique de Villepin qui sort du chapeau à la stupéfaction générale. Celui-ci, dans un discours qui fait fureur sur les réseaux sociaux, concède s'être sévèrement trompé sur le chapitre de la dette depuis 20 ans ou sur la privatisation des autoroutes. Mais, coup de théâtre, il annonce rejoindre la dynamique nationale en faveur du changement de paradigme et soutenir le programme Front Populaire 2027 en mettant en avant que "c'est le programme qui favorise le mieux les TPE/PME et les services publics". Avec Jean-Luc Mélenchon, Marine Tondelier, Eric Coquerel, Clémentine Autain, Benoit Hamon, Olivier Faure, François Ruffin et Clémence Guetté, ils font tribune commune et expliquent en quoi il est indispensable de refonder la République selon des priorités citoyennes et non en obéissant aux exigences des Multinationales. La guerre des gauches est définitivement enterrée quand tout le monde s'accorde sur le fait que Jean-Luc Mélenchon est la personne la mieux qualifiée pour devenir Président de l'Assemblée nationale. Lui-même se laisse convaincre, soucieux de laisser l'image de quelqu'un qui a fait gagner son camp. Son énergie tellurique est alors l'une des très nombreuses composantes d'une mobilisation populaire et intellectuelle sans précédent depuis 1968. Une fédération improbable de mouvements se constitue en faveur de quelques grands objectifs et se concentre sur les enjeux vitaux du pays: inscrire différemment la France dans l'Europe en stoppant le dumping social et la "concurrence libre et non faussée", mettre au sommet des priorités l'autonomie alimentaire et énergétique. L'eau devient la première grande cause nationale. Parmi les tout premiers objectifs de ceux qui s'engagent en faveur de la nouvelle République se situe l'impératif d'une désescalade militaire radicale et d'une actualisation des accords de Bretton Woods. C'est sur ce point qu'a eu lieu la « concorde » joignant les forces du NFP jusqu'aux gaullistes. Une révolution citoyenne et pacifique commence, l'avenir reste incertain, mais l'humeur du pays a déjà beaucoup changé.

Dans chacun de ces scénarios, il y a une part un peu folle, une autre un peu déprimante, une autre franchement absurde... Et ici et là quelques fines possibilités d'échappées citoyennes. Vous remarquerez que le président Macron est à chaque fois celui qui donne l'orientation : dans la vie réelle, le fait du prince risque bien de continuer de primer lors des prochains temps de notre Vème République. Il y aura vraisemblablement une combinaison de ces éléments et sans doute quelques surprises radicales. La colère gronde, l'irrationnel combiné à la raideur idéologique semblent s'être emparé de nos gouvernants sur fond d'une économie prédatrice, aliénante, écocidaire. Mais l'impuissance et la nausée citoyennes qui ont grandies face à tant "d'impossibilités" ne demandent peut-être qu'à se métamorphoser en perspective d'émancipations et en conquêtes de mieux-vivre.

Des nouvelles de l'archipel

Nous avons publié le fascicule "Manifeste pour la coopération en politique", et le livre « On ne sait jamais ». Vous pouvez les commander et les faire connaître autour de vous. Ils sont à la vente depuis la page d'accueil de notre site Web <https://archipel-ecologie-et-solidarites.fr/>

Fin juin 2025, nous avons participé avec de nombreux représentants de la société civile à la rédaction d'un appel à l'union de la société civile, et du champ politique, partidaire ou non (à lire en PJ), destiné à être diffusé largement cet été

L'archipel de l'écologie et des solidarités était présent cet été au festival des idées à La Charité sur Loire, au Camp Climat à Nantes, aux journées d'été des écologistes à Strasbourg, à l'université d'été du PCF à Montpellier et à l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et Solidaires (JEMSS) à Bordeaux.

Cette info-lettre appelle à porter attention :

- à un remarquable documentaire diffusé sur ARTE, Gabriela Cowperthwaite retrace une enquête au long cours conduite par Nathan Halverson, grand reporter du Center for Investigative Journalism (CIJ). Les observations et témoignages montrent de façon édifiante comment des États en complicité avec des Multinationales se livrent à des stratégies impitoyables pour le contrôle des ressources alimentaires et en eau potable. Le pétrole était l'enjeu au cœur des guerres du 20ème siècle, l'eau et les terres arables sont déjà au cœur des conflits du 21ème. Ce documentaire montre notamment combien la question de l'eau a été un des facteurs clefs dans le déclenchement de la guerre en Ukraine, sans doute au moins autant que le choix implacable de contrôler les ressources minières du Donbass.

Vous pouvez le découvrir en [cliquant là](#)

- à une non moins remarquable série de France Culture consacrée à **Jacques Ellul** en 5 épisodes. Vous pouvez la trouver en [cliquant ici](#)
- à une information positive communiquée par les écologistes: La qualité de l'air à Paris s'est nettement améliorée en dix ans. Entre 2012 et 2022, la pollution au dioxyde d'azote a chuté de 40 %, les particules fines de 28 % et les émissions de CO₂ liées au trafic routier de 35 %. En 2024, la capitale a même respecté pour la première fois toutes les normes européennes. Ces progrès sont liés à la modernisation du parc automobile, à la réduction de la place de la voiture au profit des mobilités douces et aux efforts sur le chauffage résidentiel. Une preuve que des transformations ambitieuses sont possibles.
- à la série **De Base**, initiée il y a 3 ans par Boris Claret, Vincent Glenn et Isabelle Dario. Un premier épisode de 1h10 sera très prochainement sur les écrans, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse mail debase@la-trame.org si vous souhaitez en savoir plus et le visionner en vue d'organiser une projection publique. Cela sera possible à partir du 15 octobre prochain.

Enfin, signalons la parution du dernier numéro du mensuel **AlterEco** dont le titre est éloquent : **Et si on refaisait le monde ? 30 idées pour changer la donne**

(*) «*Signaléthique*» est l'infolettre de l'archipel de l'écologie et des solidarités